

L'Asie du Sud-Est

2021

Bilan, enjeux et perspectives

L'Irasec

L'Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine (USR 3142 – UMIFRE 22 CNRS MEAE) s'intéresse depuis 2001 aux évolutions politiques, sociales et environnementales en cours dans les onze pays de la région. Basé à Bangkok, l'Institut fait appel à des chercheurs de tous horizons disciplinaires et académiques qu'il associe au gré des problématiques. Il privilégie autant que possible les démarches transversales.



Avec le soutien de :

**INSTITUT
FRANÇAIS**
INDONESIA



Irasec

179 Thanon Witthayu, Lumpini, Pathum Wan,
Bangkok 10330, Thaïlande

www.irasec.com

Les Indes savantes

94 boulevard Auguste-Blanqui, 75013 Paris

www.lesindessavantes.com

© Irasec 2021

ISBN 978-2-84654-570-9

L'Asie du Sud-Est 2021

Bilan, enjeux et perspectives

Sous la direction de Christine CABASSET et Claire Thi Liên TRẦN

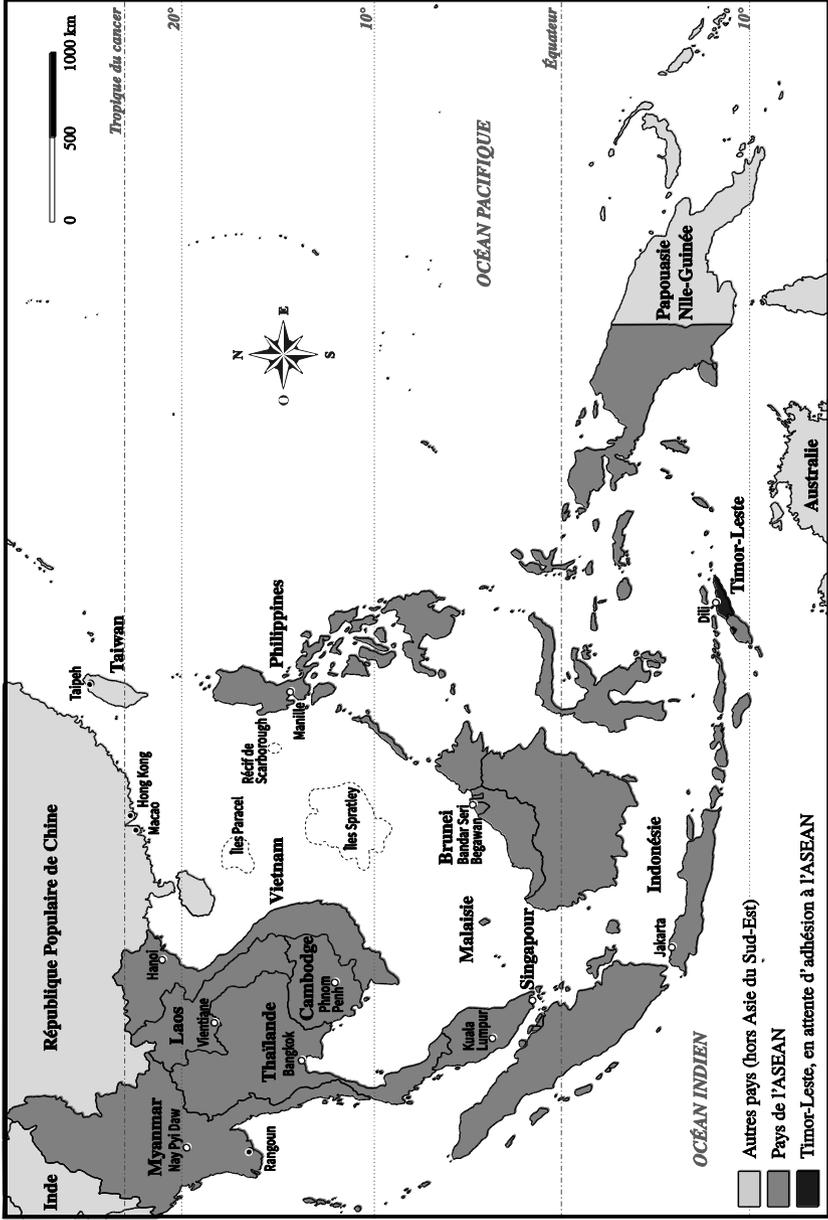
Contributeurs :

Sarah ANDRIEU, Jean BAFFIE, Julie BLOT,
François-Xavier BONNET, Christine CABASSET, Aurore CANDIER,
Étienne CLEMENT, David DELFOLIE, Jean-Christophe DIEPART,
Adèle ESPOSITO, Rui Graça FEIJÓ, Éric FRÉCON,
François GUILLEMOT, Jérémy JAMMES, Serge MORAND,
Éric MOTTET, Emmanuelle PEYVEL,
Claire Thi-Liên TRẦN et Marie-Sybille de VIENNE

Avec la participation des stagiaires de l'Irasec :
Pierre AUZERAU, Mathilde CASTA, Arianna MIOTTO

Mise en page, cartes et couverture : Bertrand BAYET
Copie-édition : Carol ISOUX et Jeanne LAMIE

L'Asie du Sud-Est



Sommaire

Les contributeurs	8
Avant-propos	15

Les dossiers de l'année

Projets urbains associés à la BRI à Rangoun et à Malacca, par Adèle ESPOSITO	37
Dynamiques agraires dans la région du Mékong, par Jean-Christophe DIEPART.....	55
Le trafic illicite des biens culturels en Asie du Sud-Est, par Étienne CLEMENT	81

Le débat

L'Asie du Sud-Est à l'épreuve de la Covid-19. Regards interdisciplinaires, par Christine CABASSET, Jérémy JAMMES et Serge MORAND	107
---	-----

Les pays

Birmanie - Des élections virales, par Aurore CANDIER	141
Brunei - Entre Tabligh et Covid, par Marie-Sybille de VIENNE.....	169
Cambodge - Conséquences économiques et sociales de la pandémie, par Julie BLOT.	193
Indonésie - L'année de tous les défis, par Sarah ANDRIEU	223
Laos - État de crise multiforme, par Éric MOTTET.....	253
Malaisie - De la gueule du crocodile à celle du tigre, par David DELFOLIE	279
Philippines - À l'heure de la Covid-19, par François-Xavier BONNET	309
Singapour - Turbulences singapouriennes, par Éric FRÉCON.....	337
Thaïlande - Crise sanitaire vs crise économique et politique, par Jean BAFFIE.....	365
Timor-Leste - Bouleversements politiques et renforcement des instances sanitaires, par Christine CABASSET et Rui Graça FEIJÓ	397
Vietnam - Au tournant d'une décennie sans nuages ?, par François GUILLEMOT et Emmanuelle PEYVEL.....	425

Indicateurs-clés
Représentation graphique

Indicateurs-clefs.....	451
------------------------	-----

Abstracts

Abstracts	471
-----------------	-----

Graphiques et tableaux

Indices démographiques des pays du Mékong (2018).....	58
Évolution de la part de l'agriculture dans le PIB	59
Évolution de la part de la population active dans l'agriculture	60
Évolution de la superficie agricole dans les 5 pays du Mékong (2000-2018)	62
Caractéristiques de l'agriculture paysanne dans les 5 pays du Mékong.....	66
Évolution de la superficie des concessions agricoles allouées dans les pays du Mékong	68
Indicateurs relatifs aux concessions agricoles dans les pays du Mékong.....	69
Distribution du nombre de parcelles de terre agricole utilisées par la petite agriculture paysanne par pays, en fonction du type de formalisation des droits dont elle dispose .	75
Organisations internationales dans le domaine du trafic illicite de biens culturels	89-90
Conventions internationales pour la protection des biens culturels.....	91
Asie du Sud-Est : état des ratifications des conventions - biens culturels	92
Statue khmère volée à Koh Ker dans les années 1970 et restituée (photo)	97
Dépôts du Musée national de Bangkok (photo)	100
Nombre total de cas et de décès attribués à la Covid-19 en Asie du Sud-Est.....	109
Contraction économique estimée dans une sélection de pays d'Asie-Pacifique.....	117
Part du PIB dévolue aux dépenses de protection sociale pré-Covid-19 et en 2020 dans une sélection de pays d'Asie-Pacifique	119
Asie du Sud-Est. Premières commandes de vaccins anti-Covid-19, par pays.....	134
Indonésie - Packs fiscaux alloués par le gouvernement, par secteur	230
Évolution de la pandémie en Thaïlande en 2020.....	367
Prévisions budgétaires à Timor-Leste (2006-2021) (en millions \$ US).....	405

Cartes

Asie du Sud-Est - Asean.....	4
La déforestation dans la région du Mékong 2000-2018.....	63
Superficies allouées en concessions agricoles par pays investisseur et les valeurs cumulées des exportations de produits agricoles entre 2007 et 2016.....	72
Birmanie.....	140
Brunei.....	168
Cambodge.....	192
Indonésie.....	222
Laos.....	252
Malaisie.....	278
Philippines.....	308
La nouvelle région autonome de la Bangsamoro.....	319
Singapour.....	336
Thaïlande.....	364
Timor-Leste.....	396
Vietnam.....	424

Chronologies de l'année 2020

Asie du Sud-Est.....	135
Birmanie.....	162
Brunei.....	185
Cambodge.....	214
Indonésie.....	244
Laos.....	271
Malaisie.....	299
Philippines.....	329
Singapour.....	357
Thaïlande.....	388
Timor-Leste.....	416
Vietnam.....	442

Fiches pays

Birmanie.....	160
Brunei.....	184
Cambodge.....	213
Indonésie.....	243
Laos.....	270
Malaisie.....	298
Philippines.....	328
Singapour.....	356
Thaïlande.....	387
Timor-Leste.....	415
Vietnam.....	441

Contributeurs

Sarah Anaïs ANDRIEU est anthropologue. Elle travaille en Indonésie depuis 2005 sur les enjeux liés aux politiques culturelles et patrimoniales, notamment en regard aux pratiques dites « traditionnelles ». Son ouvrage *Corps de bois, souffle humain, le théâtre de marionnettes wayang golek de Java Ouest* (2014) a été publié en Indonésie sous le titre *Raga kayu, Jiwa manusia* (2018). Installée à Bandung, elle s'intéresse aujourd'hui plus particulièrement aux mouvements alternatifs culturels et religieux au sein de l'Etat indonésien, dans le cadre de l'Observatoire des alternatives politiques en Asie du Sud-Est ALTERSEA.

Jean BAFFIE a été formé aux universités Paul-Valéry (Montpellier 3) et Jussieu (Paris 7) en sociologie, psychologie et histoire. Après une thèse en 1981 sur la « sociogenèse des villes thaïes », il a fait carrière comme chercheur au CNRS. De 2004 à 2007, il a dirigé l'Institut de recherche sur le Sud-Est Asiatique (IRSEA, CNRS-Université de Provence), puis de 2008 à 2011, la Maison Asie-Pacifique (MAP, CNRS-Aix-Marseille Université). De 2012 à 2014, il fut directeur-adjoint de l'Institut de recherches asiatique (IrAsia, CNRS-Aix-Marseille Université). En 2015-2016, il a été en poste à Bangkok à l'IRASEC. Il est actuellement chercheur associé à l'IrAsia. L'essentiel de sa bibliographie est disponible à « Principaux travaux de Jean Baffie » Pierre Le Roux, *Moussons*, 31, 2018, p. 23-47.

Julie BLOT est docteure en géographie de l'université Paris IV Sorbonne et titulaire d'une licence de Khmer à l'INALCO. Ses recherches ont porté sur le déplacement forcé des habitants des bidonvilles de Phnom Penh vers des sites de relocalisation périphériques dans les années 1990 et 2000. Elle est actuellement chercheuse indépendante associée au Centre Asie du Sud-Est (CASE) et enseignante d'histoire-géographie au lycée Français René Descartes

de Phnom Penh. En 2019, elle a participé à l'ouvrage *L'Asie du Sud-Est - Une géographie régionale*, dirigé par C. Pierdet et E. Sarraute, avec le chapitre « Les déguerpissements en Asie du Sud Est : démarches autoritaires de requalifications urbaines ».

François-Xavier BONNET est géographe et chercheur associé à l'Irasec. Ses recherches se concentrent sur la géopolitique des Philippines : guérillas musulmanes, processus de paix à Mindanao et disputes maritimes en mer de Chine méridionale. Il a contribué récemment à Nathalie Fau et Benoit de Tréglodé (dir.) *Mers d'Asie du Sud-Est. Coopérations, intégrations et sécurité* (CNRS Editions, 2018) et à *Hérodote-L'Asie du Sud-Est* avec « Cartographie des voies sous-marines en Asie du Sud-Est » (2020 : 25-42). Il est aussi membre du projet de recherches Emergences de l'université de Paris (2021-2023) consacré à l'aide et aux investissements chinois en Asie du Sud-Est.

Christine CABASSET, docteure en géographie et aménagement, est chercheuse et responsable éditoriale à l'IRASEC depuis 2018, et co-dirige *L'Asie du Sud-Est. Bilan, enjeux et perspectives*. Elle est aussi associée au Centre Asie du Sud-est (CASE). Elle travaille sur l'ASE/ASEAN, l'Indonésie et le Timor oriental depuis les années 1990. Ses recherches actuelles portent notamment sur l'urbanisation touristique des littoraux face aux défis environnementaux, la gestion des catastrophes, et l'intégration régionale. Elle a entre autres contribué récemment à : N. Fau et B. de Tréglodé (dir.), *Mers d'Asie du Sud-Est* (CNRS Éditions, 2018), et revue *Hérodote-L'Asie du Sud-Est* (2020).

Aurore CANDIER, historienne de formation et chercheuse associée au Centre Asie du Sud-Est (CASE) et à l'IRASEC, a vécu plus de vingt ans en Birmanie. À la croisée de l'histoire conceptuelle, de l'histoire globale et de celle des colonisations, sa recherche porte sur l'évolution des savoirs et des concepts des élites birmanes, notamment au contact d'autres langues et cultures, dans la Birmanie moderne et contemporaine. Elle a publié *La réforme politique en Birmanie pendant le premier moment colonial (1819-1878)*, (EFEQ, 2020) et a

dirigé *Birmanie (Myanmar) 2010-2017 : un pays en transition ?* (Presses de l'Inalco, 2020).

Étienne CLÉMENT est juriste, spécialisé en droit international et en droit du patrimoine culturel. Fonctionnaire de l'UNESCO de 1984 à 2015, il y a contribué à l'élaboration de conventions pour la protection des biens culturels, notamment contre le trafic illicite et en cas de conflit armé. Il a dirigé les bureaux du Cambodge et du Pacifique. Il fut directeur adjoint du bureau régional Asie-Pacifique. Il donne des cours depuis 2005, d'abord à l'Université de Lille puis à Science Po Lille. Parmi ses publications récentes, un guide intitulé : *Countering illicit trafficking of cultural objects in South-East Asia, capacity-building guide and methodologies* (UNESCO, 2019).

David DELFOLIE est politologue, enseignant et chargé de mission Inclusion à Sciences Po Lille. Chercheur rattaché à l'IDHES-Paris 1 et associé à l'IRASEC, il codirige avec Elsa Lafaye de Micheaux l'Institut Pondok Perancis (Kuala Lumpur). Il est également membre du bureau de rédaction de la revue *Dynamiques Internationales*. Parmi ses publications : « Magie et politique en Malaisie » (*Le jeu de l'oie*, 2020), « Quand l'espace public se met au diapason. La politisation sonore en Malaisie, entre enjeux idéologiques et clivages partisans » (*Politiques de communication*, 2017) et *Malaisie-Chine : une « précieuse » relation*, avec N. Fau et E. Lafaye de Micheaux (Carnets de l'IRASEC, 2016), avec lesquelles il dirige *Malaisie contemporaine* (IRASEC-Les Indes savantes).

Jean-Christophe DIEPART est agronome, collaborateur scientifique de l'unité d'Economie et Développement Rural de Gembloux Agro-Bio Tech (université de Liège, Belgique) et associé à l'IRASEC. Il est basé depuis 2002 au Cambodge où il s'implique dans des activités de coopération au développement et mène des recherches de terrain. Ces dernières portent sur les dynamiques agraires - systèmes de production familiaux, problématique foncière et mobilité du travail -. Parmi ses publications récentes : *State of Land in the Mekong Region* qu'il a codirigé avec M. Ingalls (Bern Open Publishing, 2018) et

« Internal migration in Cambodia » dans *International Migration in the Countries of Asia. A cross-national comparison*, dir. B. M. Bernard, C. Edwards, E. and Zh. Y. (Springer, 2020).

Adèle ESPOSITO ANDUJAR est architecte urbaniste, chargée de recherche au CNRS affectée à l'IRASEC. Ses travaux examinent trois vecteurs de l'internationalisation urbaine en Asie du Sud-Est : les programmes patrimoniaux, l'aide publique au développement et les programmes d'intégration régionale, et les investissements fonciers et immobiliers. Elle coordonne le programme de recherche Les villes de la nouvelle route de la soie en Asie du Sud-Est financé par l'ANR. Elle a publié « Beyond official heritage agendas: The third space of conservation practices in Phnom Penh, Cambodia », co-auteur Gabriel Fauveaud (*Urban Studies*, 2020), et « Figures d'un urbanisme aspirationnel. Les villes secondaires d'Asie du Sud-Est à l'heure de la Belt and Road Initiative » (*Urbanités*, 2020).

Rui Graça FEIJÓ (D.Phil Oxford 1984) travaille sur Timor-Leste depuis qu'il y est arrivé pour la première fois en 2004 comme professeur à l'université nationale (UNTL). En 2005-2006, il a été conseiller auprès de la présidence de la République. Il continue à séjourner régulièrement dans le pays. Il est chercheur au Centre pour les Études Sociales (CES) à l'université de Coimbra, au Portugal. Parmi ses publications récentes : *Presidents in Semi-Presidential Regimes: Moderating Power in Portugal and Timor-Leste* (Palgrave, 2020) et, avec Lia Kent, il a dirigé *The Dead as Ancestors, Martyrs and Heroes in Timor-Leste* (Amsterdam University Press, 2020).

Éric FRÉCON est docteur en science politique, basé à Singapour depuis 2017. Il est chercheur associé à l'IRASEC, ainsi qu'à l'École navale où il a enseigné six ans. Il donne des cours à *Singapore University of Social Sciences* et à *Universiti Brunei Darussalam*. Il a coordonné l'Observatoire Asie du Sud-Est à Asia Centre (2012-2019) et a été chercheur à la RSIS à Singapour (2008-2011). En 2020, il a publié entre autres « L'ASEAN face à la redéfinition de sa centralité – diplomatique, opérationnelle et géographique », *Hérodote-L'Asie du*

Sud-Est (2020 : 9-24) et a co-dirigé avec B. de Tréglodé, *Diplomatie des garde-côtes en Asie du Sud-Est* (Étude de l'IRSEM, 2020). À paraître : *L'influence sécuritaire chinoise à Singapour* (Études de l'IRSEM).

François GUILLEMOT est historien, ingénieur de recherche au CNRS, en charge de la documentation sur le Viêt Nam et l'Asie du Sud-Est à l'Institut d'Asie Orientale (IAO, CNRS, UMR 5062), École normale supérieure de Lyon. Auteur de plusieurs ouvrages sur le Viêt-Nam contemporain dont *Viêt Nam, fractures d'une nation. Une histoire contemporaine de 1858 à nos jours* (La Découverte, 2018) et *Des Vietnamiennes dans la guerre civile, 1945-1975. L'autre moitié de la guerre* (Les Indes savantes, 2014). Il anime trois carnets de recherche sur Hypotheses.org : « Guérillera » sur les femmes et la guerre, « Mémoires d'Indochine » en accompagnement de son séminaire à l'ENS de Lyon et « Indochina Sources » sur les ressources en SHS sur la péninsule indochinoise.

Jérémy JAMMES est professeur en anthropologie et études asiatiques à l'Institut d'Études Politiques de Lyon (Sciences Po Lyon) depuis septembre 2020. Il a auparavant dirigé l'Institute of Asian Studies au Brunei (Universiti Brunei Darussalam, 2016-2018) et a été directeur adjoint de l'IRASEC à Bangkok (2010-2014). Il est l'auteur de nombreuses publications sur l'Asie du Sud-Est. Parmi ses plus récentes : l'ouvrage *Muslim Piety as Economy : Markets, Meaning and Morality in Southeast Asia* (avec Johan Fischer, Routledge, 2020) et l'article « Les Nouvelles Routes sud-est asiatiques de la foi : Dynamiques missionnaires » (*Revue Hérodote-L'Asie du Sud-Est*, 2020).

Serge MORAND est chercheur au CNRS et au CIRAD, professeur invité à la Faculté de médecine Tropicale de l'université Mahidol et à la Faculté de médecine vétérinaire de l'université de Kasetsart à Bangkok. Ecologue de la santé et épidémiologiste de terrain, il s'intéresse au rôle de la biodiversité dans la réduction des risques liés aux maladies infectieuses zoonotiques ou de l'émergence de la résistance aux antibiotiques aux interfaces environnement, animal et humain. Parmi ses publications récentes : *Biodiversity Conservation in*

Southeast Asia: Challenges in a Changing Environment (avec C. Lajaunie et R. Satrawaha, Routledge EarthScan, 2017) et *L'Homme, la Faune Sauvage et la Peste* (Fayard, 2020).

Éric MOTTET, associé à l'IRASEC, est professeur de géopolitique au département de géographie de l'université du Québec à Montréal (UQAM), directeur adjoint du Conseil québécois d'études géopolitiques (CQEG) et directeur de l'Observatoire de l'Asie de l'Est (OAE). Ses travaux portent notamment sur la géopolitique, l'économie politique et la géoéconomie en lien avec la mondialisation, les processus d'intégration régionale et leurs modèles de gouvernance et de régulation. Il a publié récemment *L'Asie du Sud-Est contemporaine* (PUQ, 2020) et *La puissance décomplexée de la Chine* (PUM, 2020).

Emmanuelle PEYVEL est maître de conférences agrégée de géographie à l'université de Bretagne Occidentale (UBO), actuellement en délégation CNRS à l'IRASEC. Ses travaux les plus récents portent d'une part sur le tourisme dans la métropolisation vietnamienne, comme avec Marie Gibert : « La fabrique du quartier routard de Pham Ngu Lao, Hô Chi Minh Ville, Vietnam. Rapports de pouvoir et inégalités dans la mondialisation touristique » (*L'Espace géographique*, 2018 : 121-139) et d'autre part sur les apprentissages liés au tourisme : *L'éducation au voyage. Constructions et circulations des savoirs en situation touristique* (PUR, 2019).

Claire Thi Liên TRAN est maître de conférences à l'université de Paris où elle enseigne l'histoire de l'Asie du Sud-Est et est membre du laboratoire Cessma. Elle est directrice de l'IRASEC depuis 2016. Elle s'intéresse à l'histoire du catholicisme, aux relations États/Religions, et à l'histoire des élites au Vietnam. Ses récents travaux portent sur les circulations religieuses en Asie du Sud-Est et sur l'Asie pendant la première guerre mondiale. Parmi ses dernières publications : un numéro spécial *Global Catholicism and mobilities in Southeast Asia* édité avec Bernardo Brown (Sojourn, 2020) et un livre collectif en cours chez Routledge *Masters of Their Own Destiny: Asians in the First World War*.

Marie-Sybille de VIENNE est professeur à l'INALCO, où elle enseigne l'histoire économique et la géopolitique de l'Asie du Sud-Est, et membre du Centre Asie du Sud-Est (CASE, UMR 8170). Vice-présidente de l'Inalco en charge des relations internationales de mars 2013 à mars 2017, elle dirige depuis 2006 la revue *Péninsule*. Ses recherches portent sur les crises politiques, économiques et sécuritaires, la transformation des sociétés traditionnelles, les élites et les réseaux d'affaires. Outre une centaine de travaux scientifiques, elle a publié *Brunei, de la thalassocratie à la rente* (Irasec-CNRS Éditions, 2012) et la version anglaise réactualisée *Brunei, from the Age of Commerce to the 21st century* (NUS Press, 2015); *Thaïlande, une royauté bouddhique aux XX^e et XXI^e siècles* (les Indes Savantes, 2018).

L'Asie du Sud-Est à l'heure de la Covid-19

Un succès sanitaire et une crise économique et sociale sans précédent

Christine CABASSET et Claire Thi-Liên TRAN

Alors que ces dernières années, les États d'Asie du Sud-Est s'inquiétaient des conséquences de la guerre économique entre les États-Unis et la Chine lancée par le président Donald Trump, ils ont été confrontés cette année à deux événements inattendus venant de ces deux grandes puissances : en début d'année, la diffusion de la pandémie de Covid-19 en provenance supposée du voisin chinois, et en fin d'année, l'élection de Joe Biden à la présidence des États-Unis (investi le 20 janvier 2021). Ces deux événements « intérieurs » de nature très différente, l'un sanitaire, l'autre politique, ont eu en 2020 et auront dans les années qui viennent, des répercussions importantes sur la région.

Mais, en ce début d'année 2021, tandis que les grandes puissances occidentales ainsi que le reste du monde se débattent encore avec un virus qui semble incontrôlable, les pays d'Asie du Sud-Est, et de l'Asie orientale en générale, semblent toujours le contenir. Un constat qui a rapidement fait l'objet de questionnements et a motivé la direction éditoriale de l'Irasec à commander, dès mai 2020, un chapitre « Débat » sur ce thème dans le cadre du présent volume¹. De nombreux autres observateurs se sont interrogés sur l'exception de la région, cherchant à percer le secret de la *success story* de l'Asie du Sud-Est

¹ Voir la contribution de Christine Cabasset, Jérémy Jammes et Serge Morand.

dans sa lutte contre la Covid-19². Environ un an après le début de la crise sanitaire, Mely Caballero-Anthony (Nanyang Technological University, Singapour) en venait, dans un article centré sur l'organisation de l'ASEAN, à faire le constat suivant : « Alors que la lutte pour contenir la Covid-19 se poursuit, l'action de l'Asie du Sud-Est en matière de préparation et de réponse à la pandémie fournit des indications utiles sur ce qui peut être fait de mieux pour éviter certaines des graves erreurs politiques à l'avenir³. »

La crise provoquée par la Covid-19 aura donc dominé l'actualité aux échelles nationale et régionale. Il n'est ainsi pas surprenant que l'édition 2021 de *L'Asie du Sud-Est. Bilan, enjeux et perspectives* en soit fortement imprégnée. 19 chercheurs y offrent une analyse croisée – par pays ou sur la région – pour décrypter les facteurs d'un indéniable succès sanitaire, mais aussi certaines faiblesses structurelles des systèmes de santé. Ils mettent également en lumière les impacts économiques et sociaux de cette crise sans précédent, ainsi que ses conséquences politiques, alors que les pays de la région restent confrontés à des défis écologiques et géopolitiques majeurs. À cet égard, les enjeux d'une région au cœur de l'espace indopacifique entre deux puissances qui se disputent une zone d'influence stratégique occupent également une place centrale dans certains chapitres.

Une crise sanitaire maîtrisée

Comme pour tous les pays de la planète, l'année 2020 a été marquée par la pandémie. Mais on ne peut que s'interroger sur la résistance de la région à la Covid-19 alors qu'elle était la plus propice à être touchée par l'épidémie, du fait de ses frontières avec la Chine (3 891 km² de frontières avec la Birmanie, le Vietnam et le Laos), des flux commerciaux importants (297,8 milliards \$ US

² Dominic Meagher, « What's the secret to Southeast Asia's Covid success stories ? », *The Interpreter*, Lowy Institute, 28 juillet 2020 ; Joshua Kurlantzick, « What's Behind Mainland Southeast Asia's Surprising Success Against COVID-19 », *World Politics Review*, 11 août 2020.

³ Mely Caballero-Anthony, « COVID-19 in Southeast Asia: Regional pandemic preparedness matters », *Brookings.edu*, 14 janvier 2021.

d'importations et d'exportations entre la Chine et les pays de l'ASEAN⁴) et des flux de touristes chinois (30 millions de touristes chinois dans l'ASEAN en 2019⁵). Alors que la plupart des pays de la planète sont encore aux prises avec cette catastrophe sanitaire, comment les pays de la région, majoritairement classés (avant la crise, et à l'exception de Brunei et Singapour) sur les listes des nations à revenus intermédiaires (surtout inférieurs), sont-ils parvenus à contenir la pandémie ? Même le rebond épidémique apparu en fin d'année dans quelques pays apparaît maîtrisé en ce début 2021.

Le chapitre « Débat », intégralement dédié à la pandémie à l'échelle régionale (Christine Cabasset, Jérémy Jammes et Serge Morand), livre une intéressante analyse interdisciplinaire sur quelques angles saillants de l'impact de la pandémie pour les sociétés sud-est asiatiques, comme le faible taux de létalité et les profondes oscillations économiques et géopolitiques dues à la pandémie. Ils mettent également en avant le pouvoir transformateur de la crise sanitaire, tâchant de discerner quelques dimensions des mutations sociales à l'œuvre. Toujours est-il que questionnant la faible létalité, ils nuancent ou réfutent des arguments parfois trop rapidement invoqués, avançant d'autres hypothèses comme celle d'une protection immunologique croisée causée par l'exposition des voies respiratoires aux virus, dont les coronavirus. La richesse de la biodiversité et l'importance des maladies zoonotiques, caractéristiques de la région, serait ainsi une cause à la fois de l'émergence de nouveaux virus et de la protection immunitaire des populations. Par ailleurs, l'importance accordée par chaque société à la santé collective et communautaire – en Thaïlande par exemple – ou encore le retour de l'État dans les domaines sociaux, dans des pays souvent marqués par un sous-investissement dans ces secteurs, sont d'autres sujets considérés.

Les auteurs des chapitres par pays font en effet état de la rapidité avec laquelle les États ont fermé leurs frontières nationales et limité les circulations intérieures, faisant avant tout prévaloir la sécurité sanitaire sur l'économie, avec de grandes variations cependant, entre l'Indonésie qui a fait de l'économie sa

⁴ Issaku Harada, « 2020 ASEAN becomes China's top trade partner as supply chain evolves », *Nikkei*, 15 juillet 2020.

⁵ Elsa Galland, « Le tourisme chinois en Asie du Sud-Est à l'heure du coronavirus », *Asialyst*, 21 octobre 2020.

priorité (Sarah Anaïs Andrieu) et les Philippines, et particulièrement Manille, qui a connu l'un des plus longs confinements du monde (François-Xavier Bonnet). Tous décrivent aussi l'adhésion des populations aux consignes sanitaires, et ce, malgré les conséquences dramatiques des interdictions de circulation sur des économies souvent caractérisées par un important secteur informel et une activité touristique majeure. L'utilisation généralisée des masques, l'application des gestes barrières, l'autodiscipline en matière de couvre-feu et de confinement (*lockdown*), ont dans l'ensemble prévalu, tandis que Brunei, la Thaïlande, Singapour et le Vietnam, mettaient en place des applications de traçage (Marie-Sybille de Vienne, Jean Baffie, Éric Frécon, François Guillemot et Emmanuelle Peyvel). On peut cependant noter des nuances, avec, aux extrêmes, une adhésion très forte des Vietnamiens et des Thaïlandais à la politique sanitaire décidée par l'État et une méfiance plus grande en Malaisie et en Indonésie, avec l'émergence de thèses complotistes dans certaines communautés religieuses (David Delfolie, S. Andrieu).

À croire que ces comportements sociaux seraient la démonstration des « valeurs asiatiques » défendues à la fin des années 1990 par les leaders singapourien Lee Kuan Yew et malaisien Mahathir Mohamad : le développement du capitalisme asiatique reposerait sur des valeurs supposées spécifiques, caractérisées par la primauté du collectif sur l'individualisme, ainsi que sur les valeurs familiales et religieuses. Dans le chapitre « Débat », C. Cabasset, J. Jammes et S. Morand montrent comment les diverses religions se sont rapidement adaptées à la crise notamment en renonçant aux offices en public. De ce point de vue, la découverte des premiers clusters suite à un rassemblement du mouvement musulman Tabligh en Malaisie fin février, qui favorisa la diffusion du virus en Indonésie et au Brunei, avait fait grand bruit (D. Delfolie, S. Andrieu, M.-S. de Vienne). Le recours aux nouvelles technologies a constitué une autre manifestation forte de l'adaptation à la crise des pratiques religieuses de toutes les confessions, tandis que le bouddhisme Theravada n'impliquant pas une pratique régulière de rites, limitait également les rassemblements. L'annulation des déplacements pour les fêtes religieuses si importantes comme *Songkran* en Thaïlande, Pâques au Timor oriental ou la fin du ramadan en Indonésie et en Malaisie, en témoigne. Quoi qu'il en soit,

l'expérience des populations face aux épidémies dans les vingt dernières années⁶ a clairement contribué à la mise en place rapide de procédures sanitaires très strictes, associées à une communication efficace qui ont conduits les populations à réagir positivement aux restrictions imposées.

La fermeture des frontières et la limitation des circulations ont constitué des mesures de sécurisation importantes, dans une région où la pandémie a mis en lumière les inégalités régionales et où un certain nombre de pays restent marqués par une faiblesse de leur système de santé. Tel le Cambodge où les médecins sont en sous-effectifs (670 médecins pour l'ensemble du pays), et les hôpitaux ont peu de moyens et d'équipements (Julie Blot) ; mais aussi l'Indonésie où, aux côtés du faible ratio de 4,27 médecins et 10,4 lits d'hôpital pour 10 000 habitants, le pays connaît d'importantes disparités entre, et dans, les différents départements et provinces (S. Andrieu). Même constat au Laos, la crise sanitaire ayant une fois de plus mis en lumière la grande fragilité du système de santé (Éric Mottet) ; ou encore aux Philippines, marquées par un manque, non seulement d'hôpitaux en mesure d'offrir une gamme complète de services, mais aussi de lits en réanimation, sachant que des 2 335 lits existants, la moitié était située dans le seul grand Manille. Et ce, dans un contexte particulièrement défavorable, puisque l'Archipel était parallèlement confronté à plusieurs catastrophes naturelles (F.-X. Bonnet). Quant au Timor oriental, au début de la pandémie, le pays ne bénéficiait que d'un seul respirateur (C. Cabasset et Rui Graça Feijó). Au final pourtant, force est de constater que la lutte contre la Covid-19 s'est traduite par le renforcement des instances sanitaires et de gestion de crise, a fortiori dans les pays aux structures médicales plus faibles (C. Cabasset, J. Jammes, S. Morand).

Au niveau plus régional, s'il a été reproché à l'ASEAN d'avoir tardé à réagir⁷, il faudrait mettre en parallèle les difficultés de l'Union européenne (UE) à définir une politique commune, même si, en termes de fonds communs dédiés et d'accès aux vaccins, l'UE s'est distinguée par une action autrement décisive, justifiée il est vrai par une situation sanitaire particulièrement préoccupante. Le

⁶ Nipah (1998-1999), Sras (2003), H5N1 (2008) et H1N1 (2009).

⁷ Dian Septiari, « ASEAN response on COVID-19 under spotlight as crisis deepens », *Jakarta Post*, 18 mars 2020 ; Kavi Chongkittavorn, « Covid-19 : ASEAN must act more boldly », *Bangkok Post*, 24 mars 2020.

Vietnam, à la présidence de l'ASEAN, a mené tout au long de l'année une « diplomatie digitale » (*digital diplomacy*) en organisant des réunions dès le mois de février, un Summit of Coronavirus disease en avril et en créant l'ASEAN Regional Reserve of Medical Supplies (RRMS) en novembre, lors du 37^e Sommet de l'ASEAN. De fait, l'expérience de la gestion des épidémies précédentes a déjà posé les bases d'une coopération sanitaire, avec des organismes tels que l'ASEAN Expert Group on Communicable Diseases (AEGCD) et l'ASEAN Technical Working Group on Pandemic Preparedness and Response (ATWGPPR). En 2020, l'ASEAN créait le Covid-19 ASEAN Response Fund. En outre, l'apport de l'ASEAN+3 (Chine, Japon Corée du Sud) a été particulièrement précieux, tant en termes d'expérience médicale et de politique publique, qu'en apport de matériels et d'experts.

Une crise économique sans précédent, des atouts pour une reprise rapide

Si la région a relativement bien géré l'épidémie, les impacts sociaux et économiques ont été sévères, et ce, comme le notent C. Cabasset, J. Jammes et S. Morand, que les économies nationales soient fortement dépendantes des exportations et du tourisme ou non. Les auteurs évoquent les dommages provoqués par la pandémie, qui laissent prévoir des conséquences sociales et économiques aussi considérables que durables, comme la baisse des salaires, l'explosion du chômage et une forte hausse de la pauvreté, et dont bien des effets sectoriels restent encore à évaluer. Il s'agit sans aucun doute de la crise économique la plus grave à l'échelle mondiale depuis la crise de 1929 et, à l'échelle régionale, elle surpasse également de loin les crises financières de 1997 en Asie et celle mondiale de 2008.

À l'échelle nationale, les auteurs analysent les effets délétères de l'arrêt brutal des activités dans une région caractérisée depuis plusieurs décennies par la priorité accordée à la croissance et à l'intégration économiques, via l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et les grands accords commerciaux régionaux notamment. Bien que la région commençât à ressentir un certain

essoufflement⁸, plusieurs pays connaissaient encore un taux de croissance supérieur à 5 % en 2019, et ce, malgré les conséquences directes sur la région de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine depuis 2017. Si cette « guerre » a eu des effets négatifs sur le climat de confiance dans les affaires, notamment à Singapour, en Thaïlande et aux Philippines, elle a aussi contribué à accroître la demande domestique, diversifier les exportations (Cambodge, Laos et Birmanie) et favoriser la relocalisation d'entreprises de la Chine vers le Vietnam, l'Indonésie et la Malaisie, du fait des taxes américaines plus élevées sur les produits chinois.

Afin de limiter la brutalité des chocs économiques, la plupart des pays de la région ont mis en place des plans d'aide aux populations, comme en Malaisie, en Indonésie et au Timor oriental (D. Delfolie, S. Andrieu, C. Cabasset et R. G. Feijó), parfois au prix d'un fort endettement de l'État, comme en Thaïlande. L'agriculture paysanne, qui reste encore très importante en Asie du Sud-Est et qui est déjà menacée par le changement climatique, voit ses populations plus fragilisées encore par la crise sanitaire. Jean-Christophe Diepart, dont le chapitre porte sur la place de la paysannerie dans les dynamiques agraires et foncières dans les pays du Mékong, centre son propos sur la nécessité de développer les projets de cogestion des ressources naturelles dans le cadre d'une gestion durable des écosystèmes et d'une conservation de la biodiversité. Mais il souligne combien les inégalités foncières croissantes et l'endettement des familles paysannes poussent ces dernières à vendre leurs terres à des investisseurs qui y développent des plantations industrielles (hévéa, canne à sucre, palmier à huile, etc.), lorsque les paysans ne sont pas tout simplement expropriés.

Outre l'impact sur les chaînes d'approvisionnement, la fermeture des frontières a également touché l'offre de travail, les travailleurs migrants étant des acteurs indispensables de la croissance économique des pays de la région (7 millions en Asie du Sud-Est). Les économies des pays pourvoyeurs de main-d'œuvre en Asie du Sud-Est, comme la Birmanie, le Cambodge (Aurore

⁸ Christine Cabasset et Claire Thi-Liên Tran, 2020, « L'Asie du Sud-Est : l'heure des recompositions et des incertitudes », in Christine Cabasset et Claire Thi-Liên Tran (dir.), *L'Asie du Sud-Est 2020. Bilan, enjeux, et perspectives*, Paris-Bangkok, Irasec-Les Indes savantes, p. 15-28.

Candier, J. Blot) et hors de la région, comme les Philippines et le Vietnam (F.-X. Bonnet, F. Guillemot et E. Peyvel), ont perdu d'importantes sources de revenus. Tandis que les pays d'accueil de main-d'œuvre étrangère, comme Singapour (É. Frécon) ou la Thaïlande (J. Baffie) se trouvent, à la fois en manque de main-d'œuvre et menacés par le risque de diffusion du virus via une population mobile vulnérable et sans protection sociale. Le niveau de contamination parfois atteint aura cependant permis de mettre en exergue la situation sanitaire des lieux de regroupement des travailleurs migrants.

Autre conséquence liée à la pandémie, le trafic des biens culturels, auquel Étienne Clément consacre un chapitre. Si la crise sanitaire s'est traduite par un accroissement alarmant des trafics dans le monde via Internet, particulièrement dans les pays en conflit du Moyen-Orient pour ce qui est des objets culturels, l'auteur émet l'hypothèse qu'en Asie du Sud-Est, du moins continentale, cette tendance devrait surtout s'affirmer avec la réouverture des frontières. De ce point de vue, il note les effets potentiellement délétères d'une pauvreté accrue consécutive à la crise économique due à la Covid-19, le vol de biens culturels risquant de (re)devenir une alternative pour la subsistance de populations fragilisées, ainsi qu'une opportunité pour les trafiquants. En contrepoint cependant, il illustre aussi les nombreuses manifestations positives des efforts entrepris par les différents pays, en partenariat avec les organisations internationales, pour renforcer la protection desdits biens, et la sensibilisation et la formation des personnels concernés.

L'économie numérique s'est particulièrement développée pendant cette année de pandémie. Cette dernière est estimée dépasser, en valeur, 100 milliards \$ US en 2020⁹, et pourrait tripler d'ici 2025, grâce aux différents domaines afférents (e-commerce, transport et alimentation, finance, voyage, médias) et leurs respectives plateformes. Celles-ci, déjà importantes dans la région (comme en Indonésie, Thaïlande, Vietnam), se sont encore renforcées durant les confinements, avec les services de restauration, d'achats de nourriture et de biens de

⁹ Cf. Google, Temasek et Bain and Company, 2020, *E-Conomy SEA 2020 Report*, 10 novembre ; et Direction générale du Trésor, 2020, *Brèves de l'ASEAN semaine 46 (2020)*, Ministère français de l'Économie, de la Finance et de la Relance, 13 novembre. À noter que les chiffres pourraient être supérieurs à ceux cités, ledit rapport se concentrant sur les seuls poids lourds démographiques et économiques : Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande et Vietnam.

consommation, et surtout d'éducation, en ligne. Quarante millions de nouveaux utilisateurs auraient eu recours à ces services dans la région en 2020¹⁰. Dans ce contexte aussi, les inégalités spatiales et sociales ont été observées, que ce soit en termes d'accès à Internet et/ou aux équipements nécessaires. Il reste que l'économie numérique vient soutenir le projet aséanien de développement de *smarts cities*¹¹, aux côtés d'ambitions de gestion locale et environnementale plus efficiente.

L'Asie du Sud-Est est sans doute l'une des rares régions au monde où des taux de croissance positifs ont subsisté dans quelques pays en 2020 (Vietnam et Birmanie, outre la Chine) et où une reprise économique est attendue en 2021 (PIB de + 3, 3 % à 6,5 % pour les 11 pays de la région¹²). Néanmoins, à l'instar de la situation mondiale, un retour au niveau d'activité pré-Covid semble difficilement envisageable avant plusieurs années, soumis entre autres à l'ampleur et à l'efficacité des campagnes de vaccination dans la région, mais aussi dans les pays partenaires. L'Asie du Sud-Est mise pourtant sur sa sécurité sanitaire qui fait d'elle un espace d'investissements privilégié, notamment pour les pays de l'ASEAN+3, ainsi que sur son intégration aux deux grands espaces commerciaux de libre-échange régionaux. Le Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership (CPTPP, 2018, 11 pays dont, en Asie du Sud-Est, Brunei, Malaisie, Singapour et Vietnam) et le Regional Comprehensive Economic Partnership (RCEP, 16 pays dont les 10 États de l'ASEAN) signé en novembre 2020, placent les pays de l'ASEAN au centre de l'architecture du commerce régional et leur ouvrent un marché très vaste. Néanmoins, si la couverture médiatique du RCEP a été pléthorique, marquant un « gros coup d'image » de la Chine, la portée réelle de ce dernier est très limitée¹³ : les pays concernés étaient déjà sous le régime d'accords de libre-échange conclus précédemment, ils ont 20 ans pour mettre en œuvre le

¹⁰ *E-Conomy SEA 2020 Report, op. cit.*

¹¹ L'ASEAN Smart Cities Network initiative (ASCN) créé en 2018 rassemblait alors 10 villes d'Asie du Sud-Est : Jakarta, Hanoi, Danang, Singapour, Kuala Lumpur, Mandalay, Bangkok, Phuket, Makassar et New Clark City, elle en compte désormais 26.

¹² Banque asiatique de développement, 2020, *Asian Development Outlook 2020*, septembre, p. 13.

¹³ Valérie Niquet, Thomas Gomard et Bertrand Badie, « 2020 ou la chronique d'une exacerbation des rapports de force ? », RFI, « Géopolitique, le débat », 18 décembre 2020.

« nouvel » accord, lequel est d'ailleurs peu contraignant, bien moins que ne l'était le projet concurrent CPTPP.

Les sociétés civiles face à la montée des autoritarismes en contexte de pandémie

L'année 2020 a confirmé le développement d'un climat autoritaire dans la région qui se dessinait depuis plusieurs années avec, entre autres, l'évolution de régimes démocratiques vers la criminalisation de l'opposition politique sous couvert de défendre l'ordre et la sécurité¹⁴. En effet, l'action publique de contrôle de la propagation du virus a entraîné une série de mesures liberticides légitimées par l'urgence sanitaire. Les pays autoritaires ont profité de la multiplication des états d'urgence et du contrôle strict des populations pour faire taire toute opposition et les médias en particulier. C'est le cas du Vietnam avec un Parti communiste renforcé qui a joint les fonctions de président et de secrétaire général du Parti et qui a profité du succès de sa politique sanitaire pour réprimer les journalistes. Par ailleurs, à l'issue du XIII^e congrès de janvier 2021, Nguyễn Phú Trọng a été réélu pour un troisième mandat à la direction du Parti¹⁵, malgré les règles de limite d'âge et de deux mandats maximum (F. Guillemot et E. Peyvel). Il en est de même pour le Cambodge où le Parti et son leader Hun Sen au pouvoir depuis plus de 35 ans ont profité des restrictions liées à la pandémie pour mener de nombreuses arrestations, conduisant les opposants soit à l'exil, soit à se taire (J. Blot).

Quant à la Thaïlande, le gouvernement du Premier ministre et général (à la retraite) Prayut Chan-o-cha a tenté de museler les oppositions en dissolvant, non seulement le parti Thai Raksa en 2019, mais aussi le troisième parti vainqueur

¹⁴ Eugénie Mérieau, 2018, « Populisme(s) et démocratie(s) en Asie du Sud-Est », in Abigaël Pesses et Claire Thi-Liên Tran (dir.), *L'Asie du Sud-Est 2018. Bilan, enjeux et perspectives*, Bangkok-Paris, Irasec-Les Indes savantes, p. 39-56 ; Kanishka Jayasuriya, 2020, « The rise of the right: Populism and Authoritarianism in Southeast Asian Politics », in Malcolm Cook et Daljit Singh (dir.), *Southeast Asian Affairs 2020*, Singapour, p. 43-55.

¹⁵ Tomoya Onishi, « Vietnam general secretary Trọng elected to unprecedented 3rd term », *Nikkei*, 31 janvier 2021.

des élections de 2019, Anakhot Mai (Future Forward), en février. En fin d'année et début 2021, alors que le gouvernement adressait aux populations des directives pour un « confinement volontaire » suite à la découverte d'un cluster au sud de Bangkok, il utilisait l'article 112 du Code criminel sur le crime de lèse-majesté pour emprisonner les voix critiques contre le pouvoir et la monarchie (J. Baffie). En Birmanie, les militaires, qui contrôlent 25 % des sièges au Parlement et au Sénat, ont refusé toute modification de la Constitution, notamment concernant la non-éligibilité d'Aung San Suu Kyi du fait de son mariage avec un étranger (A. Candier). La victoire écrasante de son parti, le National League for Democracy (NLD), sur celui des militaires lors des élections générales de novembre, a conduit le 1^{er} février 2021, à un coup d'État militaire, interrompant brutalement le processus démocratique enclenché depuis une dizaine d'années.

Même les régimes considérés démocratiques ont profité de l'état d'urgence dû à la crise, pour instaurer une gestion plus autoritaire du pouvoir. C'est le cas de l'Indonésie de Jokowi, où l'on constate un recul de la démocratie et une réduction de l'espace de la société civile, dans un contexte de militarisation de la crise sanitaire (S. Andrieu). En Malaisie, le nouveau pouvoir a confirmé une remise au pas des médias au printemps (D. Delfolie). Aux Philippines sous l'autorité de Duterte, la nouvelle loi contre le terrorisme, défini de manière très large, a été perçue comme une menace à l'encontre des opposants politiques. La guerre contre les médias s'est amplifiée avec le démantèlement de médias indépendants, comme la plus grande chaîne de télévision privée ABS-CBN (F.-X. Bonnet). En revanche, Singapour semble avoir vu un renforcement de l'opposition lors des dernières élections, avec le score le plus bas (61,24 %) du parti au pouvoir depuis 1959, le People's Action Party (PAP), même si l'opposition incarnée par le Worker's Party n'a droit qu'à 10 sièges sur 93 (É. Frécon). Au final, seul le Timor oriental échappe toujours à cette dérive autoritaire (C Cabasset et RG Feijó).

Plusieurs de ces gouvernements ont utilisé le terme de « nouvelle normalité » (new normal) (S. Andrieu, J Blot, É. Frécon), pour qualifier les adaptations socio-économiques nécessaires pour un retour à la croissance économique d'avant. Le terme, principalement utilisé dans le monde des affaires, désigne le processus d'adaptation de ce dernier à la situation, en vue de mettre en place, après le choc d'une grave crise, une « nouvelle normalité »

économique. L'expression, utilisée tant par les dirigeants états-uniens que chinois lors de la récession mondiale de 2008-2012, a été reprise par l'OMS et certains gouvernements d'Asie du Sud-Est lors de la pandémie en 2020. Mais alors que les gouvernants développent des discours sur le « retour à la normale sous leur autorité », les sociétés civiles opposent une autre version du concept de New Normal et considèrent que la crise sanitaire doit également entraîner des nouvelles adaptations politiques et sociales pour répondre aux défis sanitaires, économiques et écologiques qui se sont aggravés pendant la crise sanitaire.

En dépit des dérives autoritaires constatées, les sociétés civiles n'ont pas hésité à manifester pendant ou au sortir des périodes de confinement, pour exprimer leur vision de ce que devait être le monde d'après. C'est le cas de la jeunesse thaïlandaise (y compris lycéenne) qui, en début d'année, puis de juin à décembre, a manifesté quasiment chaque jour à Bangkok et dans plusieurs villes de province. Les demandes ciblaient le départ du Premier ministre, la réécriture de la Constitution, la fin du harcèlement par les forces de sécurité des opposants et voix critiques, et, plus inédit encore à partir d'août, la réforme de la monarchie – afin que celle-ci soit placée sous le contrôle public –, dont le retrait de l'article 112 sur le crime de lèse-majesté (J. Baffie).

Se revendiquant de la Milk Tea Alliance¹⁶, mouvement démocratique de Hong Kong et de Taïwan, certains jeunes thaïlandais se sont joints aux travailleurs migrants birmans pour manifester devant l'ambassade de Birmanie à Bangkok, au lendemain du coup d'État. En résonance, l'on a vu les manifestants à Rangoun ou dans d'autres villes de Birmanie brandir le salut aux trois doigts, inspiré du film américain *Hunger Games*, devenu un geste de ralliement et de protestation utilisé en Thaïlande suite au coup d'État de 2014, avant d'être repris lors des mouvements de Hong Kong et de Taïwan. Relevant ce phénomène nouveau en Asie orientale, C. Cabasset, J. Jammes et S. Morand se demandent s'il faut y voir le signe d'une transnationalisation des revendications des sociétés civiles, interprétée par le politologue Bertrand Badie comme l'avènement des « inter-socialités »¹⁷.

¹⁶ Du nom de la façon de boire le thé avec du lait, héritage de l'influence britannique dans la région, par opposition à la façon de boire le thé en Chine.

¹⁷ Bertrand Badie, 2020, *Inter-socialités. Le monde n'est plus géopolitique*, Paris, CNRS Éditions.

Les sociétés civiles se mobilisent pour protester contre les décisions prises par leurs gouvernants, sans consultation. Ainsi, en Indonésie, l'opposition a critiqué l'incurie de la gestion de la Covid-19 à l'échelle nationale et a protesté contre la « loi omnibus » votée sans consulter les syndicats, lui reprochant de réduire les droits des travailleurs et les réglementations environnementales. D'importantes manifestations et une grève générale se sont succédé pendant le mois d'octobre et ont donné lieu à des affrontements avec la police et à des milliers d'arrestations à Jakarta et dans tout le pays, et ce, en plein état d'urgence (S. Andrieu). Autre exemple aux Philippines, où la nouvelle loi antiterroriste votée en juin a suscité l'opposition d'une grande partie de la société civile qui, faute de pouvoir manifester dans la rue du fait du confinement, a envoyé pas moins de 27 pétitions à la Cour suprême pour en bloquer l'application (F.-X. Bonnet). Nombreux sont les sujets de mécontentement dus aux conséquences de la crise sanitaire : outre l'appauvrissement généralisé et la corruption endémique, s'ajoute la crise de l'éducation. Les dégâts s'annoncent importants sur la jeunesse diplômée menacée de chômage, de plus en plus critique sur les systèmes d'éducation qui n'ont pas su gérer l'enseignement pendant la crise sanitaire (J. Blot, S. Andrieu) et frustrée par le caractère autoritaire du système éducatif (J. Baffie).

Le refus de choisir entre la Chine et les États-Unis

Les pays de la région, comme l'ASEAN en tant qu'organisation, ont été confrontés ces dernières années au bouleversement de l'équilibre stratégique régional, avec la montée en puissance de la Chine¹⁸ d'une part, et le désengagement stratégique des États-Unis¹⁹ d'autre part. Alors que pour la majorité des pays de l'Asie du Sud-Est, les États-Unis incarnaient la grande puissance de l'Asie-Pacifique à la fin du XX^e siècle, s'affirmant à la faveur de

¹⁸ Suthipand Chiratiwat, Buddhagarn Rutchatorn et Anupama Devendrakumar, 2019, *China's rise in Mainland ASEAN, New dynamics and Changing Landscape*, Singapour, World Scientific Publishing, 314 p.

¹⁹ Pendant tout son mandat, Donald Trump n'a participé à aucune réunion ASEAN-États Unis, n'envoyant que des seconds couteaux.

la chute du bloc communiste comme le modèle idéologique et économique vainqueur²⁰, les équilibres se sont inversés ces dernières années, bien que toujours ancrés dans un ordre mondial bipolaire. Tandis que la Chine lançait son ambitieux programme de la Belt and Road Initiative (BRI) en 2013 et que l'administration Obama lançait son projet Trans-Pacific Partnership (TPP), l'arrivée au pouvoir de Donald Trump fin 2016 a plongé la région dans l'incertitude. Sa stratégie unilatéraliste « America First » et sa guerre commerciale contre la Chine, ont eu des effets économiques majeurs sur les pays d'Asie du Sud-Est. Le président Trump a mis l'ASEAN au défi de choisir son camp, ce que ni l'organisation ni les États membres ne peuvent accepter, suivant leur stratégie d'équilibre et de multilatéralisme.

Les deux projets d'aménagement auxquels s'intéresse Adèle Esposito illustrent la montée en puissance de la Chine en Asie du Sud-Est. Situés le long des corridors de développement économique de la BRI, les deux nouveaux quartiers urbains concernés sont la *Yangon New City* (YNC), à l'ouest de la rivière Rangoun en Birmanie, et le *Melaka Gateway*, un vaste programme immobilier en face de la vieille ville de Malacca en Malaisie. L'auteure montre comment des projets portés initialement par des acteurs locaux, mais qui échouaient à rassembler des financements fiables, se sont tournés vers des entreprises chinoises qui offraient capitaux et expertise, et qui étaient soutenues par des visites diplomatiques chinoises. Surtout, son analyse du montage des projets permet de réfuter l'hypothèse du « nouveau colonialisme » chinois souvent invoquée. Les deux projets sont pour le moment suspendus, du fait de la mauvaise réputation de l'entreprise China Communications Construction Company (CCCC) pour le premier, et du souci du Premier ministre Mahathir Mohamad (mai 2018-mars 2020) de réduire la dette extérieure²¹ en remettant en cause plusieurs grands projets menés avec la Chine pour le second. Ce chapitre témoigne du nouveau rôle géostratégique de ces villes secondaires situées sur la BRI.

²⁰ Francis Fukuyama, 1992, *La Fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion, coll. « Histoire », 452 p.

²¹ Dans le contexte du scandale financier du 1MDB pour lequel est poursuivi en justice depuis 2019 l'ex-Premier ministre Najib Razak.

Paradoxalement du fait de l'origine de la pandémie, l'année 2020 a donc vu l'influence de la Chine se renforcer, notamment grâce à une diplomatie sanitaire proposant, non seulement des masques, mais également du matériel (caméras thermiques, respirateurs) comme au Cambodge, en Malaisie ou au Brunei (J. Blot, D. Delfolie, M.-S. de Vienne), et/ou l'envoi de médecins dans des hôpitaux financés par les Chinois comme au Laos (É. Mottet). La Chine propose désormais aux pays de la région ses vaccins, comme ceux de Sinovac et Sinopharm. Ainsi, le ministre des Affaires étrangères chinois Wang Yi a-t-il fait une tournée de cinq jours début janvier 2021 en Birmanie, au Brunei, en Indonésie et aux Philippines, assurant que lesdits vaccins s'inscrivaient dans une politique de « global public good »²². La Chine entend en effet se présenter comme un acteur international responsable qui conduit la région vers une sortie de crise, non seulement sanitaire, mais aussi économique, en vue de « construire une communauté avec un futur partagé » selon le discours récurrent de Xi Jinping²³. Comme le soulignent nombre d'observateurs, ce multilatéralisme affiché reste pourtant, avant tout, au service des intérêts de la République populaire de Chine²⁴.

Si l'influence chinoise s'est donc renforcée, il faut cependant rappeler qu'elle coïncide avec un contexte où les relations de l'empire du Milieu avec certains pays d'Asie-Pacifique sont au plus mal (Japon, Corée, Inde, Australie). Par ailleurs, moins visibles mais aussi importants, les États-Unis, l'Union européenne et le Japon sont aussi des partenaires commerciaux et des investisseurs majeurs en Asie du Sud-Est. De fait, l'opinion publique apparaît plus antichinoise que les dirigeants sud-est asiatiques, même si certains d'entre eux mettent l'accent sur le risque de trop grande dépendance à la Chine et les dangers du piège de la dette. En contraste, les réactions antichinoises des populations sont fortes au Cambodge (J. Blot), mais également au Vietnam : un clip anti-Covid très populaire partagé des millions de fois sur TikTok (*Gên co vi*)

²² Xinhua, « Speech by President Xi Jinping at opening of 73rd World Health Assembly », *China Daily*, 18 mai 2020.

²³ Xinhua, « Xi calls for cultivating closer China-ASEAN community with shared future », *China Daily*, 27 novembre 2020.

²⁴ Valérie Niquet, 2020, « Chine-Japon : deux visions du multilatéralisme entre instrumentalisation et défense des valeurs », *Fondation pour la recherche stratégique*, Note n° 69/20, 14 décembre.

encourageait les jeunes à combattre des cellules Covid représentées sur une carte comme venant de Wuhan en Chine et envahissant le Vietnam²⁵. Une xénophobie antichinoise s'est manifestée en Indonésie contre l'arrivée en mars et avril de travailleurs chinois en pleine crise sanitaire (S. Andrieu), tandis qu'en Malaisie, des théories conspirationnistes circulaient accusant la Chine d'avoir répandu le virus dans le pays, s'ajoutant à l'accusation de répression contre les Ouïghours musulmans (D. Delfolie).

La question de la mer de Chine méridionale a contribué à une perception négative de la Chine par les populations de l'ASEAN, tant les incursions dans les eaux du Vietnam, des Philippines, de l'Indonésie et du Brunei, ont pris une ampleur particulière durant la crise sanitaire (F. Guillemot et E. Peyvel, F.-X. Bonnet, S. Andrieu, M.-S. de Vienne). La mer de Chine méridionale, qui représente autant de mers d'Asie du Sud-Est, représente un enjeu crucial pour la Chine comme pour le reste du monde, du fait du commerce international qui y transite et des ressources halieutiques, de pétrole et de gaz qu'elle recèle, et qui fait d'elle un espace conflictuel, mais aussi de coopérations, il faut le rappeler – exploitation des ressources, protection environnementale, gestion des catastrophes, etc. –, y compris avec la Chine²⁶. La militarisation croissante de la zone par la Chine inquiète les populations, cette dernière menaçant de dépasser la puissance américaine dans la région grâce au développement de bases militaires chinoises. C'est dans ce contexte précise François-Xavier Bonnet²⁷, que l'on assiste, de façon accrue pour ce qui concerne les États d'Asie du Sud-Est, à une modernisation des marines nationales, dont l'achat de sous-marins, et à une course à la cartographie des voies sous-marines.

Après le désengagement des États-Unis de Donald Trump de la région, la victoire de Joe Biden en novembre 2020 représente un événement majeur, alors que l'on dit que ses relations avec Xi Jinping pendant l'aire Obama étaient

²⁵ Voir sur la chaîne YouTube de l'Irasec la vidéo de Claire Tran : « Vietnam - Đồi Mồi 2.0 ou comment devenir une puissance moyenne », 3 juin 2020, (<https://www.youtube.com/watch?v=9B5U3UGPN8Q>).

²⁶ Voir l'introduction éclairante de Nathalie Fau et Benoît de Tréglodé, 2018, « Coopérations et intégrations régionales : des outils de sécurisation des mers d'Asie du Sud-Est », in Nathalie Fau et Benoît de Tréglodé (dir.), *Mers d'Asie du Sud-Est. Coopérations, intégration et sécurité*, Paris, CNRS Éditions, p. 13-48.

²⁷ François-Xavier Bonnet, 2020, « Cartographie des voies sous-marines en Asie du Sud-Est », in Nathalie Fau et Benoît de Tréglodé (dir.), « L'Asie du Sud-Est » (numéro spécial), *Hérodote, revue de géographie et de géopolitique*, n° 176, p. 25-41.

plutôt bonnes. Remettra-t-il en cause la guerre commerciale contre la Chine qui a fait rage ces quatre dernières années ? Rien n'est moins sûr sur le fond. Son élection pourrait marquer la fin du désengagement stratégique américain, sans signifier pour autant le retour à la politique d'Obama de conciliation avec la Chine²⁸. Mais le changement de style de la nouvelle administration dans le champ des relations diplomatiques et du multilatéralisme devrait être favorable à une reprise du dialogue. Dans le cadre de sa stratégie indopacifique par exemple, Joe Biden a annoncé vouloir renouer des relations avec les pays de l'ASEAN, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et l'Inde. Si les pays de la région voient plutôt d'un bon œil ce rééquilibrage, ils s'inquiètent d'un possible retour d'ingérence dans leur politique intérieure, conformément à la tradition démocrate de la défense de la démocratie et des droits humains. Suivant une promesse de campagne électorale, Joe Biden souhaite former une « alliance des démocraties », sous la forme notamment d'un sommet des démocraties, événement phare de la nouvelle administration dès 2021.

L'idée, ni nouvelle – une proposition de cette nature avait déjà été formulée par les États-Unis en 2000 –, ni exclusive aux États-Unis, est l'objet de controverses. Donnant une opinion positive sur l'intérêt de la France et de l'Europe à y contribuer, Michel Duclos et Hugues Tertrais évoquent un certain nombre d'écueils que l'initiative devrait éviter pour ne pas se transformer en une « politique des blocs » ou une « OTAN globale antichinoise »²⁹. Au-delà d'un contenu qui reste à affiner pour en faire davantage un sommet « sur » ou « pour » la démocratie, l'un des enjeux sera de voir comment associer les pays de la région, dont ceux qualifiés de « démocraties » ou de démocraties illibérales³⁰. Car inutile de dire combien une telle initiative centrée sur la démocratie risque de rencontrer le scepticisme des États d'Asie du Sud-Est, qui n'entendent pas recevoir de leçon des anciennes puissances coloniales. En

²⁸ Malcom Cook et Ian Storey, 2020, « The impending Biden Presidency and Southeast Asia », *Iseas Perspective*, 16 décembre.

²⁹ Michel Duclos et Hugues Tertrais, 2021, « Faut-il une alliance globale des démocraties ? », *Institut Montaigne-blog*, 5 janvier.

³⁰ Le mot-valise oxymore « démocratie » associe les termes de démocratie et de dictature pour désigner des États autoritaires présentant une façade démocratique. Sur les régimes illibéraux, cf. Eugénie Mériau, 2020, « L'Asie du Sud-Est, laboratoire du constitutionnalisme illibéral », in Christine Cabasset et Claire Thi-Liên Tran (dir.), *L'Asie du Sud-Est 2020. Bilan, enjeux et perspectives*, Paris-Bangkok, Irasec-Les Indes savantes, p. 31-50.

revanche, l'année 2021 devrait pouvoir leur permettre d'avancer avec les deux grandes puissances et les autres acteurs de la région, ainsi que l'Union européenne, sur des questions comme la coopération maritime, le développement durable et le changement climatique, les investissements dans les infrastructures et l'intelligence artificielle, et la coopération sanitaire, en matière de vaccins notamment. Refusant de choisir entre les deux grandes puissances, l'ASEAN entend défendre une politique de neutralité inclusive et une stratégie multilatéraliste et réaffirmer la centralité de l'ASEAN au cœur des dynamiques régionales de l'Indopacifique³¹.

Il semble bien qu'en ce début d'année, les deux grandes puissances partagent le souhait de reprendre le dialogue après quatre ans de « guerre », même si les différends sont nombreux. Kurt Campbell, architecte de la stratégie dite « du pivot vers l'Asie » sous Obama et qui occupe le poste nouvellement créé de coordinateur pour l'Indopacifique au Conseil national de sécurité a déclaré dans la revue *Foreign Affairs*³² : « La meilleure solution serait que les États-Unis et leurs partenaires persuadent la Chine qu'il y a des avantages à ce que la région soit compétitive mais pacifique ». Côté chinois, la réponse a été immédiate : un jour après l'arrivée de Biden à la Maison-Blanche, le ministre des Affaires étrangères Wang Yi déclarait : « La Chine veut la coopération, pas la compétition stratégique³³. »



L'année 2020 a été éprouvante pour les sociétés d'Asie du Sud-Est, mais la région s'est distinguée par une maîtrise de la pandémie. Forts de l'expérience de crises antérieures et de leurs « valeurs asiatiques », un certain nombre de pays peuvent se targuer d'être un modèle, alors qu'une seconde (voire une troisième) vague sévit dans le monde en ce début 2021, plus virulente encore que la première. Reste à voir s'ils parviendront à se protéger des formes mutantes du

³¹ Cf. la déclaration « ASEAN Outlook on the Indo-Pacific », Secrétariat de l'ASEAN, 23 juin 2019 (www.asean.org); et « Stratégie française dans l'Indopacifique "pour un espace indopacifique inclusif" », Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, août 2019.

³² Kurt Campbell et Rush Doshi, « How America Can Shore Up Asian Order A Strategy for Restoring Balance and Legitimacy », *Foreign Affairs*, 12 janvier 2021.

³³ Tori Kawate, « China sees more common ground with Biden-led US », *Nikkei*, 23 janvier 2021 ; et Tsukasa Hadano, « China rejects "strategic competition" and calls on US to cooperate », *Nikkei*, 27 janvier 2021.

virus et la façon dont ils géreront les campagnes de vaccination et, comme le reste du monde bien que moins affectés, la réouverture de leurs pays.

La question du relèvement économique est par ailleurs une priorité, même si les modalités de ce dernier sont sujettes à questionnements. Les gouvernements réussiront-ils à reprendre le cours du développement économique national et régional et ce, tout en maintenant un contrôle renforcé de leur population, hérité de la pandémie ? Alors que les inégalités se sont encore aggravées, poursuivront-ils leur investissement dans les domaines sociaux, en particulier pour l'accès aux soins et à l'éducation, et prendront-ils davantage en compte les revendications exprimées par leurs jeunes ? Enfin, sur la scène internationale, l'avantage pris par la Chine ces dernières années sera-t-il contrebalancé par un multilatéralisme indopacifique, alors que le Brunei a pris la présidence de l'ASEAN en 2021, auquel succèdera le Cambodge, perçu comme pro-chinois, en 2022 ? Autant de défis à relever par les dirigeants et les sociétés civiles d'Asie du Sud-Est.

Abstracts

Urban Projects along the Belt and Road Initiative in Yangon and Melaka: urban geopolitics in the age of transnational cooperation

Adèle ESPOSITO

The cities located along the Belt and Road Initiative (BRI) are imagined as nodes where different flows would converge and be (re)distributed. Southeast Asian tycoons endorse this vision: they strive to associate projects for new urban districts to the BRI, in order to improve the role of secondary cities in global urban rankings. I draw on two urban projects in Yangon and Melaka and examine the three-layered strategy that legitimates the association with the BRI. This strategy involves discourses, financial arrangements, and actors' networks. It is subject to readjustments in response to local, national, and international contestations against the global rise of China, its impacts on international security, and the balance of power. In this light, the specificity of BRI-related urban projects appears to be their entanglement with geopolitical rationales, which determines their prestige but also the volatility of the sociopolitical arrangements that underpin their implementation.

Keywords: Belt and Road Initiative, secondary cities, urban geopolitics

Agrarian and land dynamics in the Mekong region at the beginning of the 21st century. What role for peasants?

Jean-Christophe DIEPART

The chapter offers a comparative analysis of the agrarian changes and land tenure transformations that have occurred since 2000 in the five countries of the Mekong region (Cambodia, Laos, Myanmar, Thailand, and Vietnam). Its central argument is that peasants are increasingly excluded from mainstream rural development and agricultural modernization policies and practices through various political and economic mechanisms, which this chapter presents. It first situates peasants within the structural transformations of the national economies in the Mekong region. It then exposes major pathways of land-use change, namely the intensification of rice production in the lowland regions and the agrarian expansion into peripheral uplands. Questions of land distribution between producers are then addressed, firstly within peasant communities and secondly in comparison with the increased influence of corporate actors who have acquired significant tracts of land through concession agreements. The chapter closes with a

presentation of the multiple challenges faced by smallholder farmers regarding land tenure security and land governance.

Keywords: Mekong, Agrarian Change, Smallholder farmers, Land Tenure, Agricultural Investment

Illicit trafficking of cultural objects in Southeast Asia: from greed to protection efforts

Etienne CLEMENT

The illicit trafficking in cultural objects is an ancient and global phenomenon. Accurate data on its importance in Southeast Asia is not available. However, observations show that the poverty still affecting several components of the population is leading to the sale of cultural objects from pagodas or archaeological sites to traffickers. They are ultimately sold on the international antiquities market or online. The Covid-19 pandemic is likely to aggravate the situation. Governments in the region prohibit the circulation of objects which are important for their national heritage and international organizations support them in training their staff. International Conventions addressing this traffic do exist but not all Southeast Asian countries have joined them. Regional organizations have recently expressed interest in the issue. Case studies focusing on Cambodia, Laos, Myanmar and Thailand, which cover legislation, enforcement, trade and museums, provide an analysis of progress, obstacles and needs in this area.

Keywords: trafficking, cultural objects, illegal excavations, conventions, UNESCO

Southeast Asia to the test of Covid-19. An interdisciplinary perspective

Christine CABASSET, Jérémy JAMMES, Serge MORAND

In South-East Asia, the low lethality record is surprising and questioning, while the geographical proximity to China, the intensity of the links and means of transport, and the porous land borders between the two areas raised fears of disaster in the region. However, the on-going repercussions of the pandemic are considerable in all fields of human activity: medical, social, religious, technological, economic, political, geopolitical, etc. The perceived consonances are also, in many aspects, specific to the region. The interdisciplinary approach adopted for this chapter highlights a number of questions, such as the origin of the pandemic, the resistance of the region to the virus, the

transformative power of the sanitary crisis, including on religious practices, and the eventual transnationalisation of its social and political impacts. Finally, we highlight the “biopolitical” logics that open stimulating comparisons within but also beyond the Southeast Asian framework.

Keywords: Covid-19; Southeast Asia and ASEAN; Health systems; Politics; Socio-Economical impacts; Religious practices; Biopolitics

BURMA/MYANMAR

Viral Elections

Aurore CANDIER

Two events shaped 2020 in Burma/Myanmar: the Covid-19 pandemic and the general elections, won by the National League for Democracy. During the first wave of the pandemic (March-June), there were less than 300 infections nationwide, but the restrictions implemented then (curfew, stayhome, shutdown of borders, airports and schools) continued until the end of the year. They affected all economic, political and social areas. The elections were also impacted by the constitutional reform failure (March), the outcomes of the peace process conference (August), the growing influence of ethnic parties, and the role of the political opposition. The media and civil society groups kept a watch on any sign of military propaganda. Mandalay Region and Kayah State governments became more autonomous. Public opinion denounced environmental threats. While the Chinese temporarily distanced themselves from Burmese diplomacy, the US proposed new investments, and the Japanese reinforced their economic support and soft diplomacy strategies.

Keywords: Burma/Myanmar, 2020, elections, Covid-19 pandemic, International Relations.

BRUNEI

Between Tabligh and Covid

Marie-Sybille de VIENNE

Brunei distinguished itself by its early management of the pandemic, prohibiting as of 4 February any movement to the infected areas. A first case of covid-19 on 9 March, imported from Malaysia by participants in the Tablighi Jama'at rally, led to the closure of educational institutions and places of worship. On 7 May, Brunei launched the

BruHealth app, which has a bar code that allows access to all shops and public spaces, which has proven to be very effective. Despite the implementation of the Islamic Penal Code in spring 2019, Brunei's diplomacy managed to preserve its partnerships: renewal in February of the defence agreement with the British and taking the ASEAN Presidency at the end of November. On 15 November 2020, Brunei joined the Regional Comprehensive Economic Partnership (RCEP). While Brunei's economy is expected to grow slightly in 2020, its difficulties are likely to increase in the near future given the fall in oil and gas prices, all the more problematic since its finances have been in deficit since 2014.

Keywords: Covid-19; Tablighi Jama'at; Regional Comprehensive Economic Partnership; BruHealth; Asean; hydrocarbon prices; budget; deficit

CAMBODIA

Away from the Covid-19 pandemic, the Kingdom suffers the economic and social consequences

Julie BLOT

Cambodia was not really affected by the Covid-19 pandemic in 2020 on a sanitary point of view, however the economy, society, political liberties and education were deeply impacted. Even if the country was not under any lockdown, many economic activities were slowed down by individuals who decided to temporarily close their shops or factories out of fear, by restriction of visas and flights that stopped tourism, and by the global economic crisis of demand brought about by the pandemic. Cambodian garment and tourism workers received some help from the government, a first in a country that lacks social protection. However, government aid did not reach independent workers or small street sellers, who fell deeper into poverty. At the same time, schools were closed for the largest part of the year, increasing the Cambodian education disaster.

Keywords: education, social protection, freedom of speech.

INDONESIA

A year full of challenges

Sarah Anaïs ANDRIEU

2020 was the first year of President Joko Widodo's second term. Its record is quite mixed, between economic recession and shrinking democracy, with the COVID-19 pandemic as a background. This latter continues to spread at an alarming rate in Indonesia and impacts all fields of the country's life, highlighting the shortcomings of the health system as well as social and territorial inequalities. It also questions the status of the army within the government (which was already a concern when the President formed his cabinet in 2019). Maintaining elections in 270 regions across Indonesia reinforced the risk of increasing corruption, while the rising possibility of authoritarian drift is preoccupying, as the participation of civil society in the law-making process diminished and the repression of protests grew more violent. International relations were affected by the tensions between China and the United States.

Keywords: COVID-19, economic recession, regional elections, shrinking democracy, militarization.

LAOS

A Multifaceted Crisis State

Éric MOTTET

In 2020, the Covid-19 crisis dominated national headlines by triggering a major socio-economic and rural crisis in a country that for two decades had been enjoying a relatively straight-line trajectory. It is therefore a brutal stop for the government, a few months away from the Party Congress that will determine the next five years' political-socio-economic orientations. Due to the Covid-19 socio-economic crisis and for lack of an alternative development model, the country finds it increasingly difficult to meet its external public debt obligations. Finally, given its geo-economic fragility, the country may be heading towards a catastrophic scenario with the aggravation of the crisis on health, economic and geopolitical levels.

Keywords: Covid-19, Economic crisis, Rural crisis, China, Geopolitical influence game

MALAYSIA

To escape from a crocodile's mouth to fall into a tiger's one

David DELFOLIE

An unprecedented political crisis, due to irreconcilable positions on Prime Minister Mahathir Mohamad's succession deal, prematurely ended the Malaysian democratic transition led by the Alliance of Hope cabinet (Pakatan Harapan). A conservative government, headed by veteran politician Muhyiddin Yassin, seized power with the support of a slim reshuffled majority, based on the new National Alliance (Perikatan Nasional). The Federation was then harshly hit by the turbulence of the Covid-19 pandemic, which caused significant socio-economic consequences. Marked by difficulty and regression, the year 2020 in Malaysia can be summed up quite well by the Malay proverb "to escape from a crocodile's mouth to fall into a tiger's one" (*terlepas dari mulut buaya, masuk ke mulut harimau*). However, in this gloomy situation, more nuanced elements can be highlighted, in particular in the field of external relations.

Keywords: Malaysia; PH government collapse; pandemic; democratic transition; National Alliance.

PHILIPPINES

The Philippines at the time of Covid-19

François-Xavier BONNET

2020 was a trying year for the Philippines. In addition to recurring typhoons, the country was hit by the Covid-19 crisis. The world's longest lockdown crippled the economy, plunging the population into an unprecedented social crisis. Despite this, President Duterte increased his popularity, amplified his "war on drugs", passed an anti-terrorism law that threatens basic human rights and continues to dismantle the opposition media. Faced with an aggressive China in the South China Sea, President Duterte no longer calls into question the various defence agreements with the United States. For the first time, he even acknowledged his own country's legal victory over China, over the Spratley and Scarborough Shoal disputes. But he is also preparing, with China, the exploration and exploitation of gas in the Palawan and Spratleys region (Reed Bank). The United States thus remains the main defence partner of the Philippines, and China the essential economic partner.

Keywords: Natural Disasters; Covid-19; Anti-terrorism Law; ABS-CBN; Reed Bank

SINGAPORE

Singaporean Turbulences

Éric FRÉCON

The aim of this chapter is to decipher the socio-political changes in Singapore after the last major milestone in its national history, namely Covid-19 pandemic. For that, we will use James Rosenau's theory, which was elaborated after another global turning point, in 1989. More than thirty years later, at the "macro" level, the city-state has to struggle for its diplomatic "autonomy", in the state-centric sphere, vis-à-vis the American and the Chinese great powers. In parallel, the micro-state also has to deal with the transnational "interdependence" and non-state issues besides Covid, such as dengue, and the food, community, and economic aftershocks these entail. Eventually, the general elections in July gave the opportunity to challenge the new leadership as well as the old institutions (at the "micro-macro level", according to Rosenau's words) and to highlight a slow but growing politicization at the "micro-level".

Keywords: Singapore; China; Covid-19; Elections; Transnationalism

THAILAND

Health Crisis under Control, but not the Economic and Political Crises

Jean BAFFIE

The year 2020 was supposed to be unexciting after a year of election and government formation. However, Thailand was affected by Covid-19 pandemic very early, the first wave of which was quickly under control. However, the tourism sector was deeply affected as were other sectors of the economy (import-export...). Several cases showed that corruption concerned most segments of Thai society. In politics, the three main events of the year were the dissolution of one of the most popular opposition parties, the mobilization of the youth that followed and, more unexpected, the expression of explicit anti-monarchy feelings. In foreign policy, the fragile balance in relations with China and the US seems to bend toward China, in spite of the youth's anti-Chinese mood.

Keywords: Pandemic, Tourism crisis, Corruption, youth protest, anti-monarchy feelings.

TIMOR-LESTE

Political upheavals and the strengthening of health authorities

Christine CABASSET & Rui Graça FEIJÓ

The virtual ousting by its rivals of Xanana Gusmão (CNRT), one of the pillars of East Timorese political landscape since independence, illustrates an undeniable political change (although not yet definitive). The move led to an important government, parliament and other State institutions reshuffle in favour of the Fretilin party. Marked by the weaknesses of its health system, the country has nonetheless distinguished itself for its good management of the Covid-19 pandemic (zero death). However, the crisis has severely affected the social and economic spheres. Several organisations and partner countries supported East-Timor in dealing with the pandemic, sometimes leading to a struggle for influence, particularly between China on the one hand, and the United States and Australia on the other. With the latter, the “Collaery and Witness K” case resurfaced, linked to Australia's 2004 spying on bilateral oil negotiations leading to the CMATS oil treaty, signed in 2006.

Keywords: East-Timor; CNRT; Fretilin; Covid-19; China; Australia

VIETNAM

At the turn of an unhindered decade?

François GUILLEMOT & Emmanuelle PEYVEL

In 2020 Vietnam was dramatically shaken by COVID. From a health perspective, the country had the foresight to take into consideration its weakness and has thus remarkably contained the epidemic, at the cost of closing its borders and tightly controlling its population. Economically, while growth has slowed down, it nevertheless maintained a positive momentum. This resilience strengthens the aura of the State Party at the approach of its 13th Congress. At the same time, the State Party maintained intense repression against any form of dissent. At the regional level, Vietnam took on the ASEAN presidency, while dealing with China, a major trading partner, albeit a threatening one, particularly in the East Sea (South China Sea). In this respect, Donald Trump's defeat heralds a renewal of regional diplomatic balances. Finally, the recent trade agreement signed with the European Union is opening up promising economic prospects.

Keywords: COVID, ASEAN, European Union, National Congress, State-Party



IRASEC

INSTITUT DE RECHERCHE SUR L'ASIE DU SUD-EST CONTEMPORAINE
RESEARCH INSTITUTE ON CONTEMPORARY SOUTHEAST ASIA



Vous pouvez suivre l'actualité de l'Irasec
sur les réseaux sociaux Facebook et Twitter,



revoir les débats et conférences sur la chaîne YouTube de l'Irasec



et retrouver nos publications sur la plateforme OpenEdition books de l'Irasec



OpenEdition
Books